

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 27/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SODEX HUMBERT**

32 rue Alfred Péchin  
90500 Beaucourt

Références : UID257090/SPR/YB/2026-0318  
Code AIOT : 0005901333

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement SODEX HUMBERT implanté 32 rue Alfred Pechin 90500 Beaucourt. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SODEX HUMBERT
- 32 rue Alfred Pechin 90500 Beaucourt
- Code AIOT : 0005901333
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société SODEX HUMBERT est spécialisée dans le traitement de surface par voie électrolytique de pièces métalliques, en acier, pour l'automobile. Elle dispose d'une ligne de zingage alcalin et de nickelage.

Cet établissement est doté d'une station d'épuration interne. Les eaux polluées du traitement de surface et les eaux de lavage des sols sont canalisées pour rejoindre cette station. Les effluents issus de ce traitement interne sont rejetés dans l'égout qui rejoint le milieu naturel (ruisseau La Feschotte).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	PLAN DES RESEAUX	AP Complémentaire du 30/01/2009, article 4.2.2	Demande d'action corrective	6 mois
5	LOCALISATION DES POINTS DE REJET	AP Complémentaire du 30/01/2009, article 4.3.5	Demande d'action corrective	3 mois
6	VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES AVANT REJET	AP Complémentaire du 30/01/2009, article 4.3.0	Demande d'action corrective	4 mois
9	INSTALLATIONS ELECTRIQUES - MISE A LA TERRE	AP Complémentaire du 30/01/2009, article 7.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
11	REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION	AP Complémentaire du 30/01/2009, article 7.5.5	Demande d'action corrective	2 mois
12	RESSOURCES EN EAU ET PROTECTION INCENDIE	AP Complémentaire du 30/01/2009, article 7.6.4.	Demande d'action corrective	8 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	approvisionnement en eau du site	AP Complémentaire du 30/01/2009, article 4.1.1	Sans objet
3	Réseau	AP Complémentaire du 30/01/2009,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'alimentation en eau potable et protection des milieux	article Article 4.1.3.1	
4	Isolement avec les milieux	AP Complémentaire du 30/01/2009, article 4.2.4.2	Sans objet
7	INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES	AP Complémentaire du 30/01/2009, article 7.1.1	Sans objet
8	ZONAGE INTERNE A L'ETABLISSEMENT	AP Complémentaire du 30/01/2009, article 7.1.2	Sans objet
10	CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS	AP Complémentaire du 30/01/2009, article 7.3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points principaux issus du contrôle réalisé concernent :

- le constat de dépassements des flux prescrits en Zn et Nitrites constatés sur le rejet final, après traitement en station d'épuration interne, vers le ruisseau la Feschotte,
- des non-conformités électriques, nombreuses et ayant déjà fait l'objet de signalements, relevées lors du contrôle selon le référentiel D18,
- l'absence d'une équipe de première intervention, sur chacun des postes (3) travaillés,
- la mise à jour nécessaire du plan des réseaux (niveau de précision à augmenter avec représentation en particulier des dispositifs d'isolement),
- la fourniture de la matrice d'incompatibilité entres produits pour le stockage au sein des rétentions.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : approvisionnement en eau du site

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/01/2009, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau prélevée
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Outre pour la lutte contre l'incendie ou pour la réalisation d'exercices de secours, les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités maximales suivantes : 30000m<sup>3</sup>/an prélevée sur le réseau d'adduction de la ville de Beaucourt pour un débit maximal de 5m<sup>3</sup>/h et 120m<sup>3</sup>/j. Les circuits d'eau de refroidissement ouverts sont interdits. Par contre l'utilisation de l'eau de refroidissement comme eau de process est autorisée. `</p> <p>Le prélèvement d'eau dans les nappes souterraines est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'eau nécessaire au process industriel est prélevée sur le réseau d'adduction communal et un compteur d'eau est installé en entrée de l'atelier.</p> <p>Le prélèvement d'eau mesuré sur l'année 2025 pour l'alimentation de l'atelier est d'environ 6500 m<sup>3</sup>.</p> <p>La vérification des volumes d'eau en entrée d'atelier sur les années précédentes fait apparaître des volumes situés entre 5000 m<sup>3</sup> et 7500 m<sup>3</sup> au maximum, donc tous sensiblement inférieurs au volume maximal prescrit de 30000 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant a pris des dispositions visant à moderniser la chaîne de traitement de surface permettant en particulier de limiter la consommation d'eau par surface de pièces traitées (procédé Zn-Ni galvanique).</p> <p>La consommation spécifique calculée est d'environ 4l/m<sup>2</sup>.</p> <p>L'exploitant réalise une déclaration GEREPE des volumes prélevés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : PLAN DES RESEAUX

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/01/2009, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PLAN DES RESEAUX
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnection, implantation du ou des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution publique,</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan des réseaux qui apparaît n'être ni complet (certaines des canalisations de circulation des eaux au sein du site ne sont pas représentées) ni suffisamment précis pour repérer la localisation des canalisations et des appareils présents sur le réseau.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit modifier et compléter le plan des réseaux, dans l'objectif de disposer d'un document précis et permettant d'assurer une gestion opérationnelle notamment en situation de crise, par un repérage précis, à l'échelle, de la position des canalisations de transports des fluides et des divers appareils présents sur le réseau (vannes, compteurs, dispositifs de disconnection, ouvrages permettant le prélèvement des échantillons de contrôle de la qualité des rejets aqueux...).</p> <p>Ce plan pourra également préciser en particulier la localisation des moyens d'extinction par utilisation de points d'eaux (poteaux incendie présents sur le réseau avec leur localisation, RIA) et les moyens de gestion des capacités de rétention des eaux d'extinction incendie associées à l'atelier de traitement de surface et des annexes techniques (local de stockage des matières premières, station de détoxification interne des eaux de rinçage, stockage des déchets...)</p> <p>Ce plan devra être communiqué à l'Inspection des installations classées sous le délai maximal de 6 mois compté à réception du présent rapport.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

### N° 3 : Réseau d'alimentation en eau potable et protection des milieux

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/01/2009, article Article 4.1.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau d'alimentation en eau potable et protection des milieux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés an d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et d'éviter des retours de substances dans le réseau d'adduction d'eau publique.</p> <p>Les systèmes de disconnection équipant le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destinés à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée doivent être vérifiés régulièrement et entretenus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué au cours de l'inspection que le réseau d'alimentation en eau du site est équipé d'un clapet anti-retour afin d'empêcher le retour des eaux internes au site vers le réseau</p>

d'adduction public.
Ce dispositif est représenté sur le plan des réseaux prescrit à l'article 4.2.2 cité plus haut.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra faire parvenir à l'Inspection des installations classées le compte-rendu de vérification du fonctionnement du clapet anti-retour sous un délai maximal de 3 mois compté à réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Isolement avec les milieux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/01/2009, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement avec les milieux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont dénis par consigne.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que le local hébergeant la station de détoxification est équipé d'une électrovanne asservie à une sonde de mesure du pH coupant automatiquement le rejet des effluents en cas de pH non conforme (sur fourchette de valeurs haute et basse). Par ailleurs l'exploitant a la possibilité de couper manuellement les rejets de la station, par l'intermédiaire de la pompe de relevage repérée PR 50 permettant l'isolement du local STEP interne du réseau d'assainissement générale du site.  L'exploitant a mis en place une procédure repérée MO-CO-06 relative à la gestion des fins de poste et précisant les dispositions à mettre en œuvre afin d'assurer en particulier l'isolement de la station de détoxification du réseau d'assainissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : LOCALISATION DES POINTS DE REJET

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/01/2009, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, LOCALISATION DES POINTS DE REJET
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte des effluents industriels générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

(voir Tableau en annexe) Les eaux domestiques sont rejetées dans réseau d'assainissement communale. Les eaux de pluie sont rejetées dans le réseau d'eaux pluviales de la commune.
<b>Constats :</b>  Le site rejette des eaux industrielles uniquement au niveau de la sortie de la station de détoxification interne assurant le traitement des eaux de rinçage de la chaîne de traitement de surface.  Ces eaux sont rejetées dans le réseau d'eaux pluviales de la commune, qui aboutit à la rivière La Feschotte.  Le suivi des débits journaliers de rejet fait apparaître un débit journalier maximal de 40 m <sup>3</sup> /jour. Le débit de rejet horaire ne fait pas l'objet d'un suivi et d'un enregistrement pour en assurer la déclaration auprès de l'Inspection des installations classées.  Les bains de traitement usés sont évacués dans une filière déchets appropriée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de mettre en place sous le délais de 3 mois les actions nécessaires pour lui permettre d'enregistrer le débit horaire de ses rejets d'eaux industrielles.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES AVANT REJET

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/01/2009, article 4.3.0
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES AVANT REJET
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au regard des objectifs de qualité de la masse d'eau du milieu récepteur (la rivière Fescholte), l'exploitant réalise ou fait réaliser, pour chaque composant de l'effluent industriel qu'il rejette, une étude permettant de confirmer que les flux maximum autorisés susceptibles d'être rejetés, dénis ci dessous, sont acceptables ' A cet effet, l'étude portera en particulier sur: -les exigences du SDAGE,  -les actions éventuelles de reconquête du milieu aquatique s'appuyant sur des dispositions réglementaires' (SAGE, .. ) ou non réglementaires (contrats de rivière, contrats de baie, ...), -la dégradation de la masse d'eau considérée par un ou plusieurs des polluants rejetés ou



susceptibles d'être rejetés par l'activité.

Le relèvement des valeurs limites d'émission en Nitrites a 20 mg/l en concentration, et a 2400 g/j en flux, est subordonné a la présentation d'une demande dûment motivée de l'exploitant et démontrant l'acceptabilité par le milieu récepteur..

Par ailleurs, cette étude analysera les moyens et les mesures susceptibles d'être mises en œuvre pour réduire la quantité d'eau prélevée dans le réseau d'alimentation en eau potable (AEP).

Sans attendre les résultats de cette étude, l'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies:

(voir tableau en annexe)

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur

limite. Les résultats de prélèvements instantanés évoqués a l'article 8.3.7.1 qui peuvent être réalisés en dehors de campagnes de prélèvements inopinés ne peuvent excéder le double de la valeur limite

#### **Constats :**

L'exploitant réalise le suivi journalier de la qualité des eaux en sortie de station de détoxification et il dispose à cet effet de moyens d'analyses internes.

Ce suivi fait apparaître régulièrement des dépassements sur le flux et la concentration de nitrite prescrits pour le rejet au milieu.

Quelques dépassements pour le paramètre Zinc (en concentration seulement, jamais en flux) sont également constatés.

Les déclarations d'autosurveillance sur l'outil GIDAF sont régulièrement effectuées et ne font pas apparaître d'autres dépassements que ceux concernant les paramètres mentionnés ci-avant.

L'exploitant n'a pas réalisé l'étude d'acceptabilité par le milieu des flux rejetés (en Nitrites et Zn) et n'a pas constitué une demande de relèvement des rejets en Nitrites (en flux et en concentration) dans le milieu.

A signaler également que l'utilisation d'un groupe froid est nécessaire au niveau de la ligne de traitement de surface pour contenir l'augmentation de la température des bains de Zn. En effet le

dépôt électrolytique engendre, par le passage d'un courant de forte intensité dans les bains, une élévation de la température de ces derniers, pouvant aller au-delà de l'optimum pour la réaction de dépôt électrolytique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra remettre à l'Inspection des installations classées, sous le délai maximal de 4 mois compté à réception du présent rapport, une étude d'acceptabilité par le milieu (rivière La Feschotte) des flux rejetés tels que prescrit à l'article 4.3.9.1 et comportant un volet relatif au paramètre Nitrites précisant les valeurs en concentration et en flux acceptables par le milieu justifiant d'un éventuel relèvement des valeurs actuellement prescrites pour ce paramètre.

Cette étude prendra pour hypothèse les valeurs de débit d'étiage à retour quinquennal (QMNA<sub>5</sub>), les Normes de qualité environnementales du milieu, les concentrations actuellement mesurées sur le milieu sur chacun des paramètres prescrits et qui font l'objet d'une surveillance (au travers du réseau de contrôles opérationnels) ainsi que les orientations prises dans le Cadre du SAGE Alan.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 7 : INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 30/01/2009, article 7.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES

**Prescription contrôlée :**

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

**Constats :**

L'exploitant a réalisé un inventaire des produits et substances stockées sur le site en identifiant :

- le nom commercial,
- la nature chimique de la substance ou produit,
- les mentions de dangers et conseils de prudence,
- les quantités stockées et les lieux de stockage,
- l'identification de la rétention au sein de laquelle le produit est stocké.

L'exploitant dispose de fiches de données de sécurité des produits.

L'inventaire analysé au cours de l'inspection est muni d'une date de révision au 25/11/2025.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra préciser dans le tableau inventaire des produits stockés les quantités de produits présents dans les bacs de la chaîne de traitement de surface et ceux stockés sur la chaîne afin de permettre la réalisation d'un appoint ponctuel aux bacs de traitements.</p> <p>Par ailleurs (Cf. point de contrôle n° 11) l'exploitant fournira à l'Inspection des installations classées, sous le délai maximal de 2 mois compté à réception du présent rapport, la matrice d'incompatibilité entre produits justifiant de la gestion du stockage réalisé au sein des rétentions présentes sur le site (selon le « Plan des rétentions » fourni).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : ZONAGE INTERNE A L'ETABLISSEMENT

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/01/2009, article 7.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ZONAGE INTERNE A L'ETABLISSEMENT
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan sur lequel figurent les zones susceptibles d'être le siège d'un incendie avec indication des moyens d'extinction en place.</p> <p>L'exploitant n'a pas identifié sur le site de zone susceptible d'être à l'origine de la formation d'une atmosphère explosive par la nature des produits stockés et n'a par conséquent pas défini de zones « ATEX ».</p> <p>L'exploitant a identifié la chaîne de traitement de surface (Zn-Ni) comme susceptible de formation d'atmosphère nocive.</p> <p>La chaîne de traitement de surface est équipée d'une captation au-dessus des bacs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES - MISE A LA TERRE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/01/2009, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, INSTALLATIONS ELECTRIQUES - MISE A LA TERRE
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</p> <p>L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>A proximité de l'accès aux ateliers est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique de l'ensemble des installations à l'exception de celles nécessaires au maintien de la sécurité du site.</p> <p>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur des ateliers, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés des dits ateliers par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte.</p> <p>Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Si l'éclairage met en oeuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toutes dispositions pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient connectés dans l'appareil.</p> <p>Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant nous a précisé que l'atelier est équipé d'un dispositif d'interruption générale de l'alimentation électrique aisément accessible par les opérateurs.</p> <p>L'exploitant dispose d'un transformateur de puissance, dont il est propriétaire, afin en particulier d'assurer l'alimentation des bains galvaniques.</p> <p>Ce transformateur est situé à l'extérieur de l'atelier dans un local spécifique avec une isolation pare-feu.</p> <p>L'exploitant n'a pas identifié de zones ATEX sur le site et par conséquent aucun matériel électrique du type « anti-déflagrant » n'est installé sur le site.</p> <p>L'exploitant fait réaliser tous les ans un contrôle des installations électriques conformément aux dispositions des référentiels APSAD (D19 et D18).</p> <p>Le rapport du contrôle effectué le 26 janvier 2026 selon le référentiel D19 par DEKRA a fait apparaître un échauffement sur l'armoire de chauffage sur un fusible (S18) du sectionneur.</p> <p>L'exploitant a fait réaliser l'intervention nécessaire, en interne, pour résorber la non-conformité</p>

(répertoriée de priorité de niveau 2 dans le rapport de contrôle).

Le rapport du contrôle effectué le 26 janvier 2026, selon le référentiel D18, par DEKRA, a fait apparaître 68 non-conformités de gravité extrêmement variable, allant du signalement d'une porte de coffret électrique non fermée à des défauts sur des fusibles HT.

Par ailleurs de nombreuses non-conformités ont déjà fait l'objet de signalements précédents.

L'exploitant accompagné du responsable des travaux de maintenance du site, dont les équipements électriques, nous a présenté le suivi mis en place des travaux de mise en conformité sur la base des éléments du rapport de contrôle.

Cependant ce programme de travaux doit être davantage formalisé, en priorisant les actions à mener selon le niveau de gravité, et en faisant apparaître la date des travaux effectués.

A l'issue de la réalisation des travaux portant notamment sur les non-conformités les plus importantes, l'exploitant devra solliciter la réalisation d'un contrôle auprès du bureau d'études accrédité afin de lever successivement les non-conformités ayant fait l'objet d'un signalement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit faire parvenir à l'Inspection des installations classées, sous le délai maximal de 3 mois compté à réception du présent rapport, un plan d'actions visant à résorber les non-conformités signalées dans le rapport de contrôle selon référentiel D18 avec un programme d'interventions priorisées selon le niveau de gravité des non-conformités.

Le plan d'actions devra prévoir la réalisation d'un nouveau contrôle par le bureau d'études accrédité dès réalisation des interventions portant sur les écarts majeurs et sans attendre le contrôle prévu selon la périodicité annuelle réglementaire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 30/01/2009, article 7.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS

**Prescription contrôlée :**

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

<p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction de fumer ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage a l'air libre ;</li> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque a proximité du dépôt ;</li> <li>- l'obligation du "permis d'intervention" ou "permis de feu" ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,</li> <li>- l'exécution des rondes de surveillance</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un ensemble de consignes, formalisées, d'exploitation et d'intervention en cas de sinistre.</p> <p>A signaler également la formalisation d'une procédure relative à la mise en sécurité de la chaîne de traitement de surface au dernier poste travaillé de la fin de semaine (consigne N°6) permettant ainsi de sécuriser le site sur la période du week-end.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/01/2009, article 7.5.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés a une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inammables dans le respect des dispositions du présent arrêté</p> <p>L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.</p> <p>A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de rétentions toutes situées au sein des bâtiments et repérées sur un plan spécifique avec mention de la nature des produits stockés.</p> <p>De plus l'exploitant a formalisé un plan des rétentions pour les produits présents sur la ligne de production avec également mention de la nature des produits stockés.</p> <p>Aucune rétention n'est située à l'extérieur.</p> <p>Le fait que chacune des rétentions mises en place ne peut être amenée à contenir des produits</p>

incompatibles n'est pas clairement justifié.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra fournir à l'Inspection des installations classées, sous le délai maximal de 2 mois compté à réception du présent rapport, la matrice d'incompatibilité entre produits justifiant de la gestion du stockage réalisé au sein des rétentions présentes sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 12 : RESSOURCES EN EAU ET PROTECTION INCENDIE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/01/2009, article 7.6.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, RESSOURCES EN EAU ET PROTECTION INCENDIE
<b>Prescription contrôlée :</b>  La défense incendie de l'établissement est assurée au moyen de poteaux d'incendie normalisés capables de circonscrire un incendie majeur de l'établissement. Le positionnement et le débit de ces poteaux devront être définis en accord avec les Services d'incendie et de Secours Ces prises d'eau sont accessibles en tout temps aux véhicules de lutte incendie et situées à proximité de l'établissement. Elles font l'objet de vérifications trimestrielles. Les résultats de ces vérifications sont consignées dans un registre prévu à cet effet. Ces installations sont complétées par : <ul style="list-style-type: none"> <li>- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,</li> <li>- des réserves de sables meubles et secs convenablement réparties, en quantité adaptée aux risques, sans être inférieures à 100 litres, et des pelles,</li> <li>- des détecteurs d'incendie judicieusement répartis dans les ateliers</li> </ul> L'établissement dispose d'une équipe de première intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.
<b>Constats :</b>  Le site est pourvu de 2 poteaux incendie, situés sur le domaine public, à proximité de l'établissement, dont les services du SDIS90 ont mesuré la fourniture en eau d'extinction (débit et pression) sans observation de leur part.  L'établissement est équipé d'extincteurs (type ABC à poudre, AB à eau additivée et A à agent d'extinction CO2 pour les interventions sur feu électrique).  Les emplacements où sont situés les extincteurs sont repérés sur le plan des rétentions (bâtiment et ligne de fabrication).

L'exploitant nous a indiqué que les salariés sont formés à l'utilisation des extincteurs.

L'exploitant ne dispose cependant pas d'une équipe de première intervention apte à intervenir sur un départ d'incendie pour chacun des 3 postes travaillés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra veiller à mettre en place une équipe de première intervention incendie pour chacun des 3 postes travaillés avec réalisation des formations correspondantes, actées, fournies par un organisme spécialisé.

Cette démarche devra être finalisée avant fin de l'année 2026 avec fourniture à l'Inspection des installations classées des justificatifs de formation correspondant et document actant de l'organisation correspondante (nombre d'agents par postes au sein de l'équipe de première intervention, matériels disponibles pour leur interventions, formations fournies avec périodicité des recyclages de formation).

Par ailleurs l'exploitant devra fournir à l'Inspection des installations classées, sous le délai maximal de 1 mois, compté à réception du présent rapport, le relevé des débits et pression mesurés sur les poteaux incendie présents sur le domaine public à proximité de l'établissement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 8 mois